



Le dimanche 20 octobre 2013

50ème jour de grève de la
faim des habitants du camp
Liberty et d'Iraniens de 5 pays



Appel à une mission d'enquête sur l'attaque du camp d'Achraf

Le 19 octobre 2013 - Des personnalités françaises ont demandé samedi une mission d'enquête internationale sur l'attaque par l'armée irakienne du camp d'Achraf, où un "massacre a été commis le 1er septembre selon les Moudjahidine du peuple iraniens.

Ces personnalités dont les anciens ministres Bernard Kouchner et Robert Badinter, ainsi que l'ancienne otage des Farc en Colombie Ingrid Betancourt, réclament également "la libération immédiate des sept otages enlevés à Achraf et qui sont détenus par les forces irakiennes", dans un appel diffusé par les Moudjahidine du peuple à Paris.



Le Parlement européen a appelé le 10 octobre à la libération "immédiate et inconditionnelle" des sept opposants iraniens enlevés le 1er septembre à Achraf et menacés d'être renvoyés en Iran, et a "fermement" condamné l'attaque du 1er septembre qui a fait 52 morts selon un décompte de l'ONU.

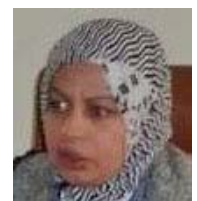
Lors d'une réunion à Paris du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI, dont les Moujahidine du peuple sont la principale composante) sa présidente Maryam Radjavi a appelé les États-Unis, l'Union européenne et l'ONU à suspendre leur assistance à l'Irak et "à contraindre (le Premier ministre irakien) Nouri al-Maliki Maliki à libérer les otages".

Les Moujahidine du peuple, dont une centaine de membres habitaient le camp d'Achraf, ont accusé une unité spéciale des forces de sécurité irakiennes, dépendant du Premier ministre, d'être responsable de l'attaque. Le gouvernement irakien a mis en place une commission d'enquête et affirme que ses forces se sont défendues après avoir été attaquées. *AFP*

Députée irakienne dénonce le rapt d'opposants iraniens par l'Irak

Le 18 octobre 2013 - La députée Legha Verdi a vigoureusement dénoncé le rapt de sept habitants d'Achraf, retenus en otages depuis le 1er septembre par le gouvernement irakien.

Legha Verdi est membre de la coalition Al-Irakia, vainqueur des précédentes élections législatives en Irak, à qui le premier ministre Maliki a refusé de laisser le pouvoir. "L'enlèvement des opposants iraniens est inacceptable et constitue une grave violation des droits humains", a-t-elle déclaré.



Elle a demandé la libération immédiate des otages, insistant sur le fait que "les habitants d'Achraf étaient des réfugiés protégés par les conventions internationales". De nombreux parlementaires irakiens ont condamné l'attaque du 1er septembre contre les membres des Moudjahidine du Peuple d'Iran à Achraf.

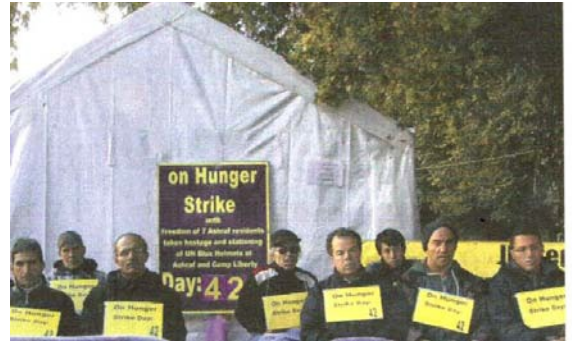
Ala Talebani, une députée de la coalition kurde, membre de la commission des Droits humains du Parlement irakien, a plaidé le 14 octobre dernier pour " la protection des droits et la sécurité des



opposants iraniens en Irak". Elle a mis en garde contre la déportation des sept otages d'Achraf en Iran où ils seront livrés au régime iranien.

Septième semaine de grève de la faim

Le 14 octobre 2013 - La grève de la faim d'une douzaine de personnes sur la place des Nations, commencée le 1er septembre à la suite de l'exécution sommaire de 52 habitants du camp d'Achraf, entre dans sa septième semaine. Les grévistes qui sont des proches et amis des achrafiens demandent la libération sans délai des sept otages (6 femmes et un homme) enlevés lors de l'attaque du 1er septembre par les forces irakiennes.



«Ces sept opposants au régime des ayatollahs sont sous le contrôle du premier ministre irakien Al-Maliki en personne, qui a agi à la demande du régime iranien», expliquent les représentants de la Résistance iranienne qui détiennent des documents prouvant leurs dires. Le HCR et l'Union européenne prennent au sérieux le risque d'extradition vers l'Iran.

Les grévistes de la faim sont dans un état physique inquiétant et souffrent de vertiges, de maux de tête, de problèmes digestifs, de douleurs osseuses, de troubles de la vision et du sommeil. Ces derniers jours plusieurs ont dû consulter et certains ont été hospitalisés et sont sous surveillance médicale.

La grève de la faim des Iraniens se déroule également à Londres, Ottawa, Berlin, Melbourne ainsi qu'au Camp Liberty. Ils demandent à l'ONU et aux Etats-Unis de respecter leur engagement à protéger les habitants d'Achraf. Ils leur demandent d'agir de toute urgence pour faire libérer les otages qui sont tous des personnes protégées en vertu de la 4e Convention de Genève et des demandeurs d'asile relevant de la compétence du HCR. Ils appellent également à une enquête indépendante et transparente de l'ONU sur le massacre du 1er septembre. *Tribune de Genève*

Des maires italiens demandent la libération des otages d'Achraf

Le 17 octobre 2013- Des maires de la région du Piémont en Italie ont rejoint l'appel international exhortant le gouvernement américain et les Nations Unies à agir pour libérer les sept opposants iraniens du camp d'Achraf pris en otage par les forces irakiennes, le 1er septembre.

Les maires soulignent dans une déclaration commune que les Etats-Unis et l'ONU qui s'étaient engagés à protéger les dissidents iraniens en Irak n'ont pris aucune mesure.

Ils ont condamné l'attaque du 1er septembre sur le camp d'Achraf, qui a provoqué la mort de 52 membres des Moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI).

Les édiles italiens ont exhorté l'ONU à déployer des casques bleus dans le camp Liberty afin de les protéger contre toute nouvelle attaque.